

## VI. LES REVENUS ET LA DEMANDE DES MÉNAGES

### 1. Les revenus des ménages

Selon un découpage par semestre, l'année 1981 présentait une évolution des revenus assez tranchée : par le jeu de la pression fiscale et surtout des taux de cotisations sociales à la charge des salariés (un point ôté en février, puis rétabli en novembre 1981) l'essentiel de la progression en pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages était acquis au premier semestre, le second semestre ayant vu une stabilisation à un haut niveau.

En 1982, la progression en moyenne annuelle de ce pouvoir d'achat est de 2,1% après 2,2% en 1981. Cette forte croissance recouvre un acquis important en début d'année et des profils forts différents sur les deux semestres : le revenu disponible brut en termes réels croît de 2,2% en glissement au premier semestre, mais baisse de -2,0% au second. La politique économique explique une grande part de ce mouvement : le premier semestre s'inscrit dans la première phase de la politique gouvernementale, alors que le second reflète la mise en place des mesures d'accompagnement du réajustement monétaire de juin 1982 : blocage des prix et des revenus et mesures d'économies de prestations sociales liées.

Tableau 12 : Les revenus des ménages en 1981 et 1982 : Evolutions en pouvoir d'achat (1)  
(glissements semestriels et moyennes annuelles)

	1981				1982			
	I	II	Glis. 81	81/80	I	II	Glis. 82	82/81
Revenus salariaux et sociaux (1) - (2) + (3) = 4	2.2	0.7	2.9	2.7	1.7	0.2	1.9	2.3
Salaires (1) .....	0.1	0.3	0.3	0.2	0.4	0.1	0.3	0.8
Cotisations (2) .....	-8.0	3.5	-4.6	-6.2	6.4	5.7	12.4	10.8
Prestations (3) .....	3.4	1.9	5.4	5.0	4.6	1.8	6.5	6.4
Impôts directs (5) ...	1.3	3.3	4.4	-0.8	-2.3	23.2	20.4	5.8
EBEI (6) .....	1.2	-0.6	-0.7	-1.2	3.2	-3.8	-0.7	1.6
Total RDB (7) = (4)+(5)+(6)	2.0	0.4	2.3	2.2	2.2	-2.0	0.2	2.1
Prix à la consommation(*)	6.3	7.3	14.1	13.3	6.0	3.2	9.4	12.0

(\*) avec l'indice des prix des 295 postes.

Le pouvoir d'achat des salaires bruts baisse au second semestre 1982 après avoir conservé au premier semestre la croissance très lente de 1981. Cette évolution résulte de celles des effectifs employés, de la durée hebdomadaire du travail et du taux de salaire horaire, décrites dans les chapitres précédents.

Le pouvoir d'achat des prestations sociales croît de 6,4% en 1982. La moitié environ de cette augmentation tient à la progression en 1982 du nombre des ayants-droits aux prestations vieillesse et chômage et à la poursuite de la croissance des dépenses de santé qui, toutefois, ralentit au second semestre. L'autre moitié est imputable à la politique économique.

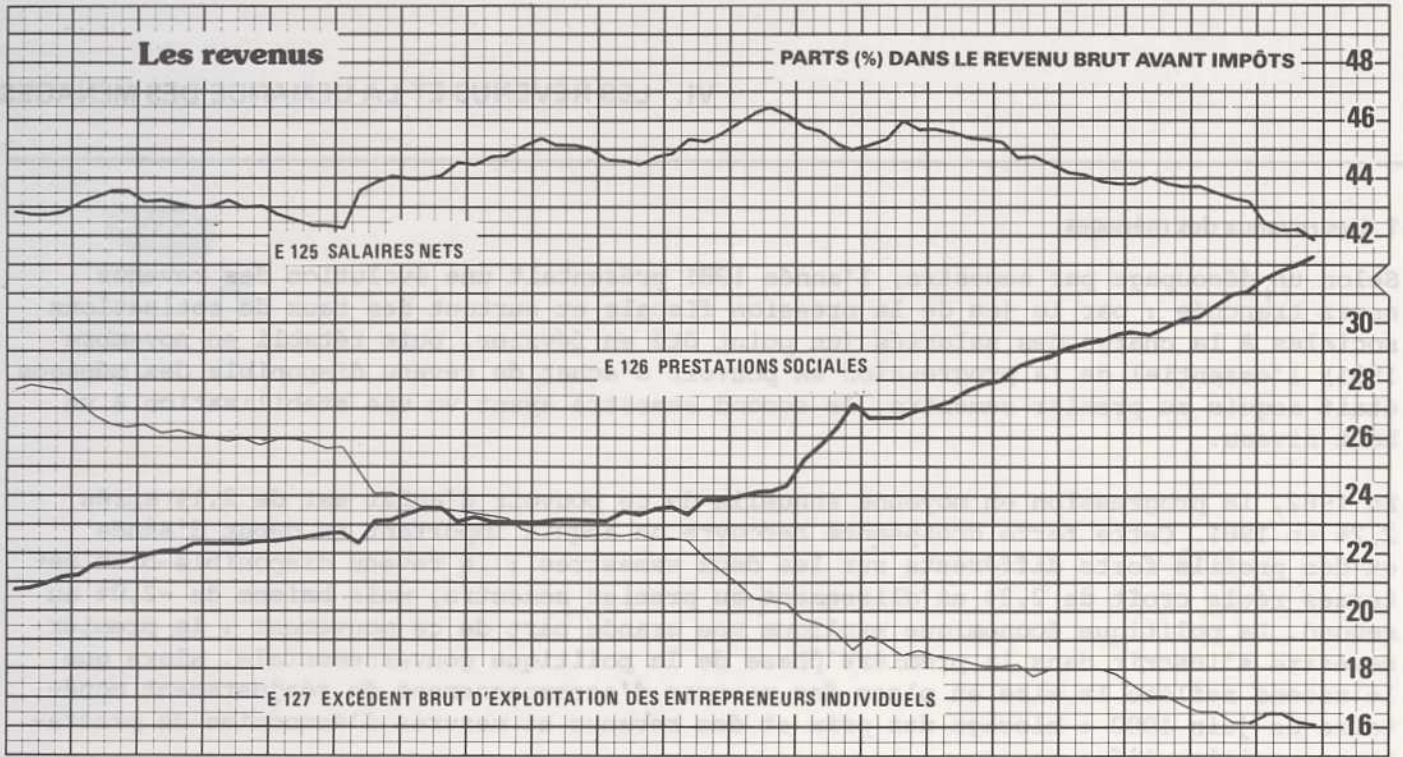
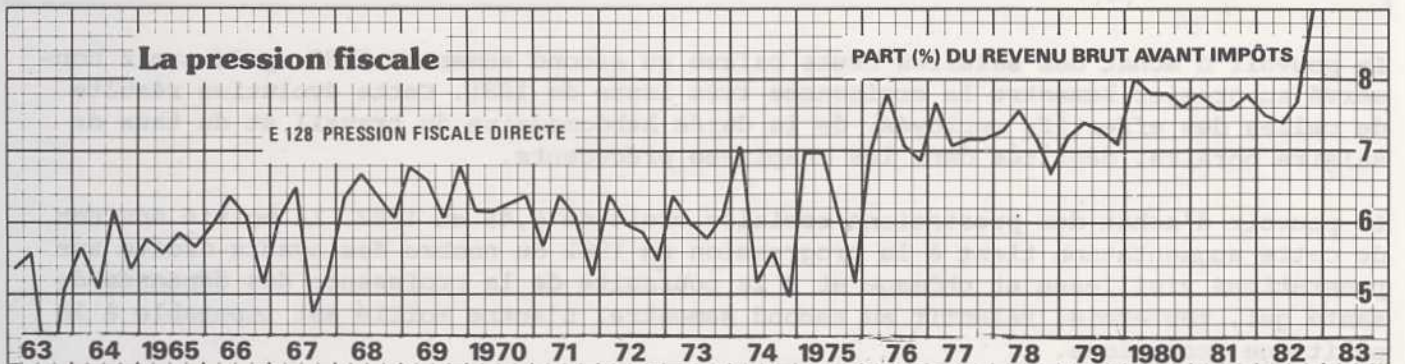


Tableau 12 : Les revenus des ménages en 1981 et 1982 - Évolution en pourcentage (évolution mensuelle et moyenne annuelle)

Année	1981			1982			Total (1) = (4)+(5)+(6)	Part à la consommation (7)
	12	11	10	12	11	10		
Revenu salariaux et sociaux	42.5	42.5	42.5	42.5	42.5	42.5	42.5	42.5
Salaires (1)	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Contributions (2)	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0	-0.0
Prestations (3)	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4
Excédent brut d'exploitation (4)	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3
IMPÔT (5)	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5
Total (1)	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Part à la consommation (7)	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3

(7) voir l'indicateur des prix des 300 produits





L'augmentation des cotisations sociales provient essentiellement du relèvement de taux de novembre 1981, et, pour le second semestre, du relèvement des cotisations UNEDIC.

Au total, la progression des revenus salariaux et sociaux s'infléchit très nettement au second semestre 1982 : la croissance de leur pouvoir d'achat est quasi-nulle en glissement, alors qu'elle était forte depuis le début 1981 sur une tendance à 3% l'an.

La progression du pouvoir d'achat de l'excédent brut d'exploitation des entreprises individuelles (+1,6% en 1982) interrompt deux années de baisse (-2,1% en 1981, -4,3% en 1980). Le retournement s'explique principalement par l'amélioration très nette des revenus agricoles : mesurée en pouvoir d'achat par rapport à l'indice des prix à la consommation, la valeur ajoutée de l'agriculture - un bon indicateur de l'évolution du revenu brut des agriculteurs - croît de 2,6% en 1982 alors qu'elle chutait de 7,6% en 1981 et de 14,3% en 1980. La bonne production agricole de l'année 1982 (+4,7%), et une croissance plus forte des prix à la production expliquent ce redressement. La progression moyenne de l'excédent brut d'exploitation des entreprises individuelles masque cependant une forte dégradation au deuxième semestre : le blocage en niveau des marges commerciales et les clauses de non-répercussion de la hausse du taux intermédiaire de T.V.A. pèsent sur les résultats des commerces, tandis que le bâtiment - branche à forte proportion d'entreprises individuelles - connaît des résultats particulièrement dégradés.

La pression fiscale directe sur les ménages est demeurée jusqu'au troisième trimestre 1982 au niveau moyen des deux années précédentes. Les impôts nouveaux versés en fin d'année expliquent l'essentiel de sa progression. Hors ce prélèvement fiscal de fin d'année, la progression du pouvoir d'achat des impôts directs payés par les ménages ne serait que de 1,7% au lieu de 5,8%, soit moins que la progression du revenu avant impôts.

## 2. Les effets de la politique économique

On tente ici d'apprécier les effets directs sur les comptes des ménages de certaines mesures de politique économique prises depuis juin 1981. On distingue les deux phases de la politique économique d'avant et après juin 1982.

Avant juin 1982, la politique économique exerce des effets contradictoires sur les comptes des ménages. D'un côté, elle augmente les revenus distribués par :

- une politique de l'emploi avec notamment le développement des contrats de solidarité et la politique d'embauche dans la fonction publique, et les embauches liées à la réduction de la durée du travail;
- la revalorisation de certaines prestations sociales ;
- la poursuite de l'impulsion donnée aux bas salaires; le SMIC est revalorisé de 5,1% en pouvoir d'achat en 1982.

Mais, à l'inverse, elle exerce un effet restrictif par :

- un effort de rééquilibrage des organismes de Sécurité Sociale, entrepris avant le plan Bérégovoy de la fin 1982 : rétablissement du point de cotisation sociale salarié en novembre 1981, relèvement des cotisations UNEDIC, instauration du 1% de solidarité chômage pour les fonctionnaires ;
- une politique fiscale plus redistributive par la reconduction en 1982 de l'impôt sur les hauts revenus sous la forme d'un impôt solidarité et par la mise en place de l'impôt sur les grandes fortunes.

Ces diverses mesures ont donné dans leur ensemble une forte impulsion à la croissance des revenus en 1981<sup>(1)</sup>, et conservent un impact du même ordre sur l'évolution moyenne du pouvoir d'achat du revenu en 1982 (0,4% sur 2,1%).

(1) La note de conjoncture de mai 1982 chiffre cet impact à un cinquième de l'accroissement du revenu des ménages, soit 0,4%.



L'impulsion donnée aux revenus salariaux est forte : évaluée aux prix de 1981<sup>(1)</sup>, elle s'élève à 10,4 milliards, et représente des gains de pouvoir d'achat des salaires de 0,8% (voir tableau ). Elle inclut pour une part les effets de la politique d'embauche dans la fonction publique et les effets directs et indirects des hausses du SMIC depuis juin 1981. En revanche la baisse de la durée du travail a un impact négligeable sur la masse des salaires, compte tenu des évaluations sur l'embauche et la compensation salariale induites par cette baisse.

L'effet des revalorisations de prestations sociales est très fort : on le chiffre à 22,6 MF 1981 en 1982 alors que l'accroissement total des prestations sociales en 1982 est de 50,2 MF 1981. Ainsi les mesures nouvelles en faveur des prestations sociales expliquent 1% sur les 2,1% de la croissance du pouvoir d'achat du revenu en 1982.

Cet accroissement des prestations est compensé pour une bonne part en moyenne annuelle par les relèvements de cotisations sociales et surtout par les prélèvements fiscaux mis en place en 1982 (respectivement 11,0 MF 1981 et 8,1 MF 1981). En effet, les actions en matière de transferts sociaux ont été globalement équilibrées : certes, les prestations nouvelles décidées par la politique économique s'élèvent à 22,6 MF 1981 contre 15,7 MF 1981 pour les cotisations, mais s'ajoutent à ce chiffre de recettes le financement de l'UNEDIC à la fois par l'impôt solidarité et par un emprunt spécifique. Cependant, l'impact de la politique sociale sur le profil infra-annuel du revenu reste important : elle explique plus de la moitié de la croissance (2,1%) du revenu en glissement sur le premier semestre, le prélèvement fiscal supplémentaire ne pesant qu'en fin d'année sur les comptes des ménages.

On a pris ici le parti d'attribuer l'ensemble des relèvements de cotisations à la nouvelle politique économique, mais on peut penser que des relèvements auraient de toute façon été décidés si on avait maintenu la règle institutionnelle d'équilibre des finances sociales. L'option alternative aurait été de ne retenir que les cotisations permettant d'équilibrer les prestations nouvelles ; sous l'hypothèse d'un financement du régime général moitié par des cotisations employeurs et moitié par des cotisations salariés, on n'aurait obtenu une hausse des cotisations que de 10 MF 81.

En outre on peut supposer que les dépenses de l'UNEDIC auraient été, à législation

Tableau 13 : Revenus des ménages et politique économique  
(aux prix de l'année 1981)

	montants varia- varia- (2)/(1)				mesures de politique économique			
	1981 (1)	tion 1981	tion 1982 (2)		hors blocage	blocage	total (3)	(3)/(1)
<u>Revenus salariaux et sociaux</u> .....	1 891.0	50.1	44.2	2.3%	17.3	-4.6	12.7	0.7%
Salaires .....	1 256.7	2.4	10.0	0.8%	10.4	-6.1	4.3	-
Prestations ..	783.1	37.8	50.2	6.4%	22.6	1.3	23.9	3.1%
Cotisations...	148.7	-9.9	16.0	10.8%	15.7	-0.2	15.5	10.4%
EBEI .....	419.2	-5.4	6.8	1.6%	-	-0.8	-0.8	-0.2%
Impôts .....	196.7	1.6	11.4	5.8%	8.1	-	8.1	4.1%
<u>Total RDB</u> .....	<u>2 354.7</u>	<u>50.1</u>	<u>49.1</u>	<u>2.1%</u>	<u>9.2</u>	<u>-4.2</u>	<u>5.0</u>	<u>0.2%</u>

(1) avec l'indice des prix des 295 postes.



inchangée, financées par un relèvement des cotisations, et non par emprunt et impôts sur les ménages ; compte tenu du partage institutionnel du financement entre l'Etat, les ménages et les entreprises, il aurait fallu augmenter les cotisations versées par les ménages d'environ 3 milliards F81 de plus. Mais il faut alors supprimer l'impôt solidarité du chiffrage précédent.

Les mesures prises en juin 1982 comportent un blocage des prix et des revenus, des mesures de remaniement des taux de TVA et de report de la revalorisation de certaines prestations. Leur impact sur les comptes des ménages est mesuré ci-après en référence à une situation qui tient compte de la dévaluation de juin 1982, et où les prix, les salaires et les prestations poursuivent leurs évolutions tendanciennes (voir chapitre V). Ces mesures exercent leurs effets dans trois directions principales : elles jouent négativement sur les salaires réels, le fort ralentissement des prix ne compensant pas en termes annuels le freinage des salaires nominaux. Ensuite, le blocage des marges commerciales et la non-répercussion sur les prix à la consommation de la hausse du taux intermédiaire de la TVA pèsent sur les résultats d'exploitation des entreprises individuelles. Enfin et en sens inverse les prestations sociales enregistrent un léger gain en pouvoir d'achat, l'avantage apporté par le ralentissement de l'inflation l'emportant sur les économies de prestations décidées en accompagnement du blocage des salaires.

Au total, la seconde phase de la politique économique exerce un impact restrictif sur les revenus des ménages (-0,2% du pouvoir d'achat du revenu en 1982), principalement en raison des pertes de pouvoir d'achat enregistrées par les salaires. D'autre part, elle accroît le contraste entre les deux semestres de l'année, d'autant que ses effets coïncident avec des impôts nouveaux décidés dans la cadre de la première phase de la politique économique.

Tableau 14 : Incidences de la politique économique sur le revenu disponible des ménages en 1982 (par semestre en MF 1981)

	82.I	82.II	82	82/81
Hors blocage .....	6.5 MF	2.7 MF	9.2 MF	0.4%
Blocage .....	-	-4.2 MF	-4.2 MF	-0.2%
<u>Total</u> .....	<u>6.5 MF</u>	<u>-1.5 MF</u>	<u>5.0 MF</u>	<u>0.2%</u>
Evolution du RDB (en glissement) .....	2.2%	-2.0%	-0.1%	2.1%
dont :				
contribution de la politique économique .....	1.1%	-0.3%	0.8%	0.2%

Tous comptes faits, la politique économique dans son ensemble n'exerce donc qu'un effet faible sur la masse des revenus des ménages en 1982 : elle contribue pour 0,2% à la croissance de leur pouvoir d'achat (0,4% dans le cadre de la politique hors blocage, -0,2% dû spécifiquement au blocage des prix). Par contre, elle contribue de façon sensible à déterminer le profil des évolutions observées dans le courant de l'année : elle explique la moitié de la forte progression du premier semestre et accompagne la baisse du second. Enfin, il ne faut pas oublier qu'elle exerce une forte action redistributive : les fortes revalorisations de prestations, l'action en faveur des bas salaires et à l'inverse les impôts frappant les hauts revenus sont autant de mesures qui tendent à resserrer l'éventail des revenus.



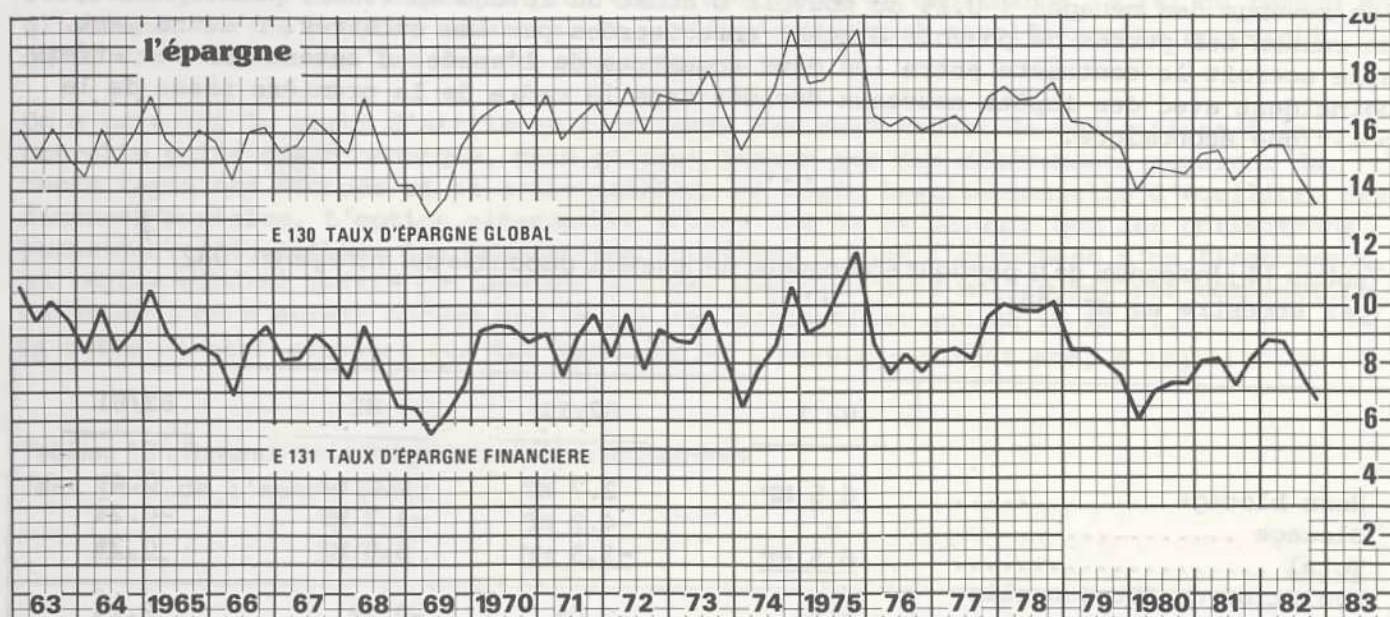
### 3. Le taux d'épargne.

L'année 1982 confirme un fait majeur de ces dernières années : le maintien à un niveau bas du taux d'épargne, ce taux s'établit à 14,7 en moyenne sur les années 1980 à 1982 contre 17,3 de 1974 à 1978.

Si l'on compare le niveau du taux d'épargne des ménages par rapport au point bas que représentait en moyenne l'année 1980, on obtient l'évolution semestrielle suivante :

	81.I	81.II	82.I	82.II
Taux d'épargne	15.4	14.6	15.6	14.0
Ecart à la moyenne 1980	0.8	-	1.0	-0.6

Le profil infra-annuel du taux d'épargne est clairement rythmé par les mouvements du revenu, la consommation manifestant une plus grande inertie sur les deux années : à des premiers semestres hauts s'opposent les points bas des seconds semestres, celui de la fin 1982 étant particulièrement net. Cette évolution est confirmée par les enquêtes de conjoncture auprès des ménages.



Taux d'épargne et taux d'épargne financière (en %)

	Moyenne 1980	81.1	81.2	81.3	81.4	Moyenne 1981	82.1	82.2	82.3	82.4	Moyenne 1982
Taux d'épargne	14.6	15.3	15.5	14.2	15.0	15.0	15.6	15.6	14.3	13.6	14.8
Taux d'épargne financière	3.8	5.2	5.8	4.6	5.2	5.2	6.3	5.9	5.2	4.3	5.4

On peut avancer plusieurs explications aux mouvements du taux d'épargne sur la période récente, et plus particulièrement sur son nouveau recul de la fin 1982.

Tout d'abord la baisse des achats de logements neufs par les ménages réduit la fraction de leur épargne consacrée à la constitution de l'apport personnel. Les raisons de cette baisse sont multiples, sans qu'il soit facile de faire la part de certains mouvements

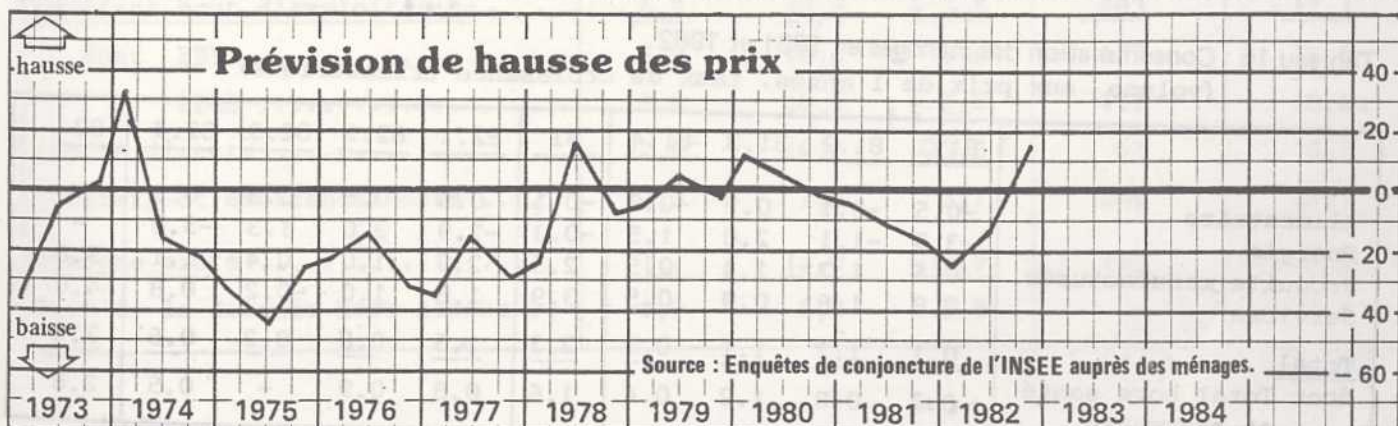
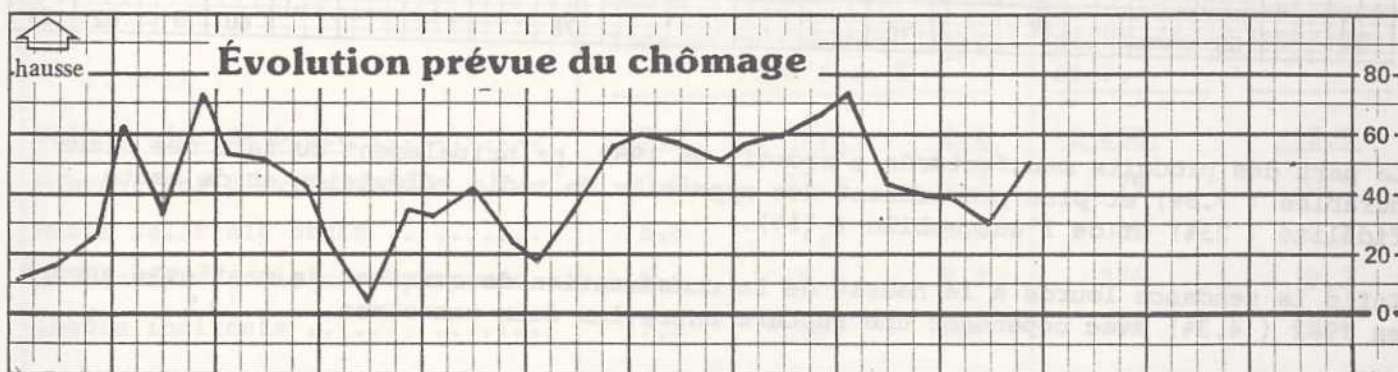


structurels (parc des logements existants, structure démographique) et de facteurs plus conjoncturels (coût et conditions du crédit). En 1982, cette baisse est particulièrement marquée, au-delà d'une amélioration ponctuelle de milieu d'année, -5.8% contre -3.1% en 1981, et concerne principalement le secteur non aidé de la construction.

L'évolution de la structure des revenus est le second élément d'explication. Les analyses sur le comportement de dépense des ménages mettent en évidence des propensions à consommer le revenu distinctes selon le type de revenu. Schématiquement, les revenus non salariaux (revenu des entreprises individuelles, intérêts, dividendes) seraient moins consommés que les revenus salariaux, eux-mêmes moins consommés que les prestations sociales. Les impôts versés par les ménages auraient un impact plus grand sur l'épargne que sur la consommation, et ce d'autant plus qu'ils sont exceptionnels et qu'ils frappent les hauts revenus. Si on admet que les titulaires de hauts revenus ont un comportement d'épargne plus actif que les titulaires de bas revenus, il est naturel qu'un éventail plus resserré de l'échelle des revenus aille de pair avec une baisse du taux d'épargne.

Or les grandes tendances de l'évolution du revenu depuis 18 mois vont dans ce sens : d'abord une forte augmentation des prestations, qui prolonge d'ailleurs un mouvement plus ancien et une politique de contraction de l'éventail des revenus salariaux ; ensuite une dégradation des résultats des entreprises individuelles si l'on retire les revenus agricoles ; enfin, une pression fiscale accrue sur les hauts revenus en 1982. Tous ces éléments vont dans le sens d'une baisse du taux d'épargne et confortent l'idée que l'impact expansionniste de la politique économique, via la demande des ménages, est davantage passé par son action sur la structure et sur l'éventail des revenus que par un effet sur la masse des revenus des ménages.

Enfin l'évolution observée au second semestre 1982 est justiciable d'autres explications : l'adaptation du volume de la consommation au revenu réel se fait avec retard, et ceci a un effet négatif sur le taux d'épargne dans une période de ralentissement du pouvoir d'achat des revenus. On sait par ailleurs qu'une amélioration de la situation de l'emploi peut réduire la constitution d'épargne pour motif de précaution, ce qui jouerait à la baisse du taux d'épargne, mais inversement qu'un ralentissement de l'inflation peut conduire les ménages à différer leurs achats, ce qui joue à sa hausse. Cependant, si l'on en croit les enquêtes de conjoncture auprès des ménages, les consommateurs continuent à envisager l'avenir de façon résolument pessimiste, malgré la stabilisation du chômage et le blocage des prix, ce qui inverserait les effets précédents.



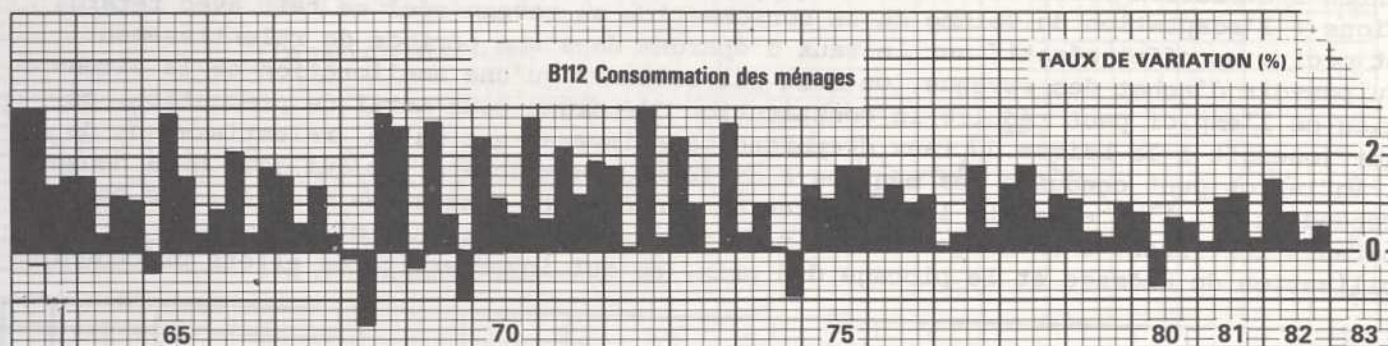


#### 4. La consommation

En 1982, la consommation des ménages aux prix de 1970 augmente de 3.4% en moyenne contre 1.7% en 1980 et 2.3% en 1981. La croissance est particulièrement vive du deuxième trimestre 1981 jusqu'à la mi-1982, à un rythme supérieur à 1% par trimestre, pour l'ensemble de la consommation hors consommation de santé et de pharmacie. (Ces deux postes présentant un profil très particulier du fait de problèmes statistiques au premier trimestre 1982). Le second semestre de l'année marque un net ralentissement (surtout au troisième trimestre) suite aux premiers effets de l'inflexion du pouvoir d'achat du revenu et surtout par un repli de certains achats exceptionnellement hauts en début d'année (cas de l'électronique grand public).

L'analyse par produits des composantes de la consommation en volume fait apparaître un maintien des tendances antérieures pour les produits alimentaires, l'énergie et les services, mais des changements pour les produits manufacturés qui connaissent une croissance plus rapide que les services en 1982, alors que cela avait été l'inverse au cours des deux années précédentes.

La tendance à la stabilité de la consommation de produits alimentaires observée depuis 1980 s'est confirmée en 1982, malgré quelques fluctuations en cours d'année ; toutefois le poids de ce poste dans les dépenses des ménages en valeur ne s'est pas sensiblement réduit, en raison d'une forte accélération des hausses de prix à la fin de 1981 et au début de 1982. La consommation d'énergie a également peu varié, en se maintenant au niveau peu élevé de 1981 : des conditions climatiques favorables ont permis de faire des économies de fioule domestique en 1982 et la consommation de carburants est restée faible. Seule la consommation d'électricité continue de progresser ( 5%).



La part des produits manufacturés s'accroît en 1982, principalement du fait des biens durables ( 7.5%) et plus précisément des appareils de radio télévision et de haute fidélité ( 23%) et de l'automobile ( 11%).

Enfin la tendance lourde à la hausse de la consommation de services se manifeste encore en 1982 ( 4.3%) avec cependant une rupture entre les deux semestres.

Tableau 15 : Consommation des ménages en 1981 et 1982

(volume aux prix de l'année, taux de croissance trimestriels)

	81.1	81.2	81.3	81.4	81	82.1	82.2	82.3	82.4	82
Alimentaire	-0.5	-0.1	0.9	-0.9	-0.1	0.5	-0.5	0.3	0.3	-
Energie	-3.9	-1.1	2.0	1.5	-0.3	-2.9	2.0	1.3	-3.8	-
Produits manufacturés	0.5	1.7	1.4	0.5	2.5	2.9	1.0	0.4	1.1	5.8
Services	0.8	1.8	0.9	0.5	3.9	1.8	1.0	-0.2	0.8	4.0
<u>Total</u>	<u>0.1</u>	<u>1.2</u>	<u>1.1</u>	<u>0.3</u>	<u>2.3</u>	<u>1.5</u>	<u>0.8</u>	<u>0.2</u>	<u>0.5</u>	<u>3.4</u>
dont Total hors santé et pharmacie	-0.2	0.8	1.2	0.4	1.6	0.8	0.9	-	0.5	2.8